

CR de l'AG du CLAR du 21/09/13 :

Une dizaine de personnes présentes.

Rentrée en douceur pour le CLAR, l'AG a surtout été l'occasion de s'échanger les nouvelles sur l'actualité des luttes locales (notamment les nouvelles initiatives qui voient le jour) et de discuter informellement des attentes respectives que nous avons pour le CLAR.

Luttes en cours :

- Retraites.
- Mutuelle de fraudeurs-ses.
- Antifascisme.
- CARPES : droits des migrants, café des précaires (avec MCPL).
- MRAP, CIMAD : points sur les « services » de la préfecture
- ZAD.
- Fichage.
- Antinucléaire.

Discussion sur le lieu.

Luttes en cours :

- Retraites :

Le comité retraites 35 continue de se réunir les lundis soirs pour discuter des mobilisations possibles en plus des « actions » nationales appelées par l'intersyndicale. Il regroupe pour l'instant :

CNT, Solidaires, Sud Education, MCPL, Attac, Alternative Libertaire, FASE,

Gauche Anticapitaliste, NPA, Parti de Gauche, et des individus non encartés ou non mandatés.

Pour l'instant les initiatives que le comité veut lancer sont :

- des distributions d'information avec grosses présences sur les marchés populaires (15 personnes environ, banderoles, porteur de parole,...).

- et autres actions en préparations.

La prochaine assemblée du comité a lieu lundi 23 à 19h30 au local de Solidaires, rue de Lorraine (villejean kennedy).

Le front de gauche organise une assemblée citoyenne sur les retraites Mercredi 25 septembre à 20h à Carrefour 18.

La CGT appelle à « une semaine d'action » du 7 au 11 octobre. À voir ce qui va être fait ici ?

- Mutuelle de fraudeurs-ses :

Une nouvelle mutuelle s'est créée à Rennes. Le but est de l'élargir au plus grand nombre (notamment les étudiants), de diffuser des pratiques pour éviter les contrôles et/ou réduire le prix des amendes, et de poser la question de la gratuité des transports.

Des permanences ont lieu tous les mercredis autour de 12h au métro villejean : propagande, discussions, inscriptions, remboursements des amendes...

La cotisation mensuelle est pour l'instant de 7 euros (mais devrait baisser avec le nombre d'inscrits).

Des AG pour s'organiser ont lieu tous les mois.

Antonin doit contacter les mutuelles pour discuter des actions sur les transports gratuits. Il existait, en effet, avant les vacances un début de collectif pour lancer des actions pour l'élargissement des transports gratuits mais nous n'avons pas de nouvelle.

– Antifascisme :

Il semblerait que marine le pen vienne sur Rennes à l'occasion des municipales. Pour le moment nous n'avons ni le lieu ni la date.

Le FN diffuserait des tracts sur le marché des Lices les samedi matin et il y aurait une permanence (de campagne?) rue de Nantes.

Le camarade du collectif antifa nous dit qu'ils aimeraient plus souvent lier antifascisme et luttes sociales (« à chaque fois que l'on perd une bataille sociale, l'extrême droite progresse »).

– CARPES :

Droit des migrants : le collectif se concentre sur la question des logements (ouverture et transmission sur les pratiques de squat auprès des migrants) et la préparation juridique pour l'obtention des papiers, etc.

Café des précaires : en lien avec le MCPL qui les organise depuis un an, le but est de faire se rencontrer les chômeurs-ses et précaires dans le but d'organiser collectivement l'autodéfense face aux institutions (CAF, Pôle emploi,...). Les cafés se donnent aussi comme objectif de faire émerger des revendications et de mener des actions et, enfin, de proposer des temps et des espaces d'autonomie ici et maintenant (fournées de pain, jardin,...). Une diffusion de tract aura lieu à la CAF à 12h vendredi prochain.

– MRAP, CIMAD :

Rapide constat de la dégradation continue des « services » pour les migrants à la préfecture de Rennes (pas possible d'être reçu le matin, impossible de faire passer tout le monde malgré ce qu'en disent les travailleurs-ses de la pref). Le nouveau préfet (l'ancien s'étant fait virer pour « échange en nature » contre des papiers) et le responsable du service étranger ont des comportements insultants et racistes au quotidien. L'ambiance est plus que tendue.

Un courrier commun à plusieurs collectifs et associations a été envoyé contre ces pratiques. Il est possible que des actions s'ensuivent.

– ZAD :

La situation était plutôt tranquille jusqu'à maintenant. Un raid éclair et massif de la flicaille (10 camions environ) a eu lieu le 19 septembre aux Ardillères (squat ouvert depuis peu). La vitesse de l'opération n'a pas laissé de possibilité de réaction.

L'Europe a annoncé récemment qu'elle ne remettrait pas en cause le projet.

Regain de tensions sur la zone, la stratégie des flics pour le moment serait d'éviter les affrontements en intervenant le plus rapidement possible pour ne pas se retrouver dans un borborygme. Il y aura sûrement besoin de monde bientôt.

– Fichage :

Un lycée non loin de Rennes mettrait en place les empreintes digital. On attend plus de renseignements.

– Antinucléaire :

L'AG de l'Ouest est confronté à une série de procès et de fichage. Il y a besoin de 8000 euros (plainte SNCF) et des appels aux dons et d'autres initiatives auront lieu bientôt.

Il y a un rendu de procès la semaine prochaine et une nouvelle convocation pour la fin du mois.

Discussion sur le lieu :

D'autres individus et collectifs ont formulé le besoin d'un lieu d'activité (Atelier bagarre, biblio

féministe, personnes intéressées par des concerts ou des cantines ...).

Reste la question de savoir s'il faut ouvrir un lieu ou penser à une location.

Une commission lieu se réunissait avant les vacances, voilà les réflexions principales qu'elle développait :

- Réunion spécifique du lieu et pas du CLAR (dans un but d'indépendance et d'ouverture).
- Penser un lieu pérenne (location, bail précaire...). Il y a un problème d'énergie pour une ouverture en squat.
- Penser un fonctionnement qui évite les écueils du type « MG ».
- Ouvrir en connaissance de nos besoins.
- Envie de faire aussi du culturel.

Nous avons eu une discussion sur le fait d'avoir un lieu indépendant ou pas du CLAR. En gros ceux-celles qui souhaitent une indépendance du lieu voient le CLAR comme un collectif en tant que tel, un groupe politique de fait auquel certains-nes ne se reconnaissent pas forcément, ce qui pourrait poser problème en terme d'ouverture. Ceux-celles qui ne voit pas de problème à ce que le lieu soit relié au CLAR pensent que c'est justement le but du CLAR d'être un espace large inter-collectif et inter-individuel avec une base politique minimum qui permette l'ouverture à un grand nombre. En fait la question n'est pas tant le « statut » du lieu que celui du CLAR en lui même. Nous sommes d'accord sur le fait que si un lieu réalise les objectifs politique du CLAR (convergence des luttes, des groupes et des individus de façon « anti-autoritaire » contre les différentes formes de dominations et d'exploitations), alors peu nous importe qu'il s'agisse du lieu du CLAR ou d'un lieu complètement autonome.

Au travers de cette discussion s'est posée la question du rôle des commissions et de leur articulation par rapport aux AG. Et du rôle que l'on veut donner aux AG elle même : Rôle d'informations et de rapports des commissions, et/ou espace avec d'autres objectifs particuliers de type création d'événements de convergences.

Nous reportons ces discussions de fond à la prochaine AG.

- Prochaine AG :

Samedi 5 octobre 17h au MCPL.

- Préparation ODJ :

Jean Gui et Adrien.